

Département
VAR
Canton
LE MUY
Commune
PUGET-SUR-ARGENS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

ARRETE DU MAIRE

N°PM 413
PB/ES/MP/09/2025

ARRETE MUNICIPAL
REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
SUR LA PLACE ARMAND FALLIERES
PUGET SUR ARGENS

Vu notamment les articles L.2212-2, L.2212-15, L.2213-2, L.2213-3, L.2213-14, L.2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, portant sur les dispositions générales relatives aux pouvoirs du Maire en matière de Police,

Vu l'Article L131-1 du Code de la Sécurité intérieur,

Vu le Code de la Route, notamment l'article L130-5 relatif à la constatation des contraventions par les agents de police municipale,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,

Vu l'instruction interministérielle de la signalisation routière (4^e partie) approuvée par arrêté du 07 juin 1997,

Vu le code de la voirie routière notamment les articles L.116-1 à L.116-6,

Vu l'arrêté du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de la mise en œuvre de la signalisation routière,

Vu l'arrêté du 11 février 2008, relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu l'arrêté général n°038 du 19 mars 2022, portant réglementation de la circulation et du stationnement dans la ville de Puget sur Argens, ainsi que les additifs s'y rapportant,

Considérant la nécessité d'opérer une refonte complète de l'arrêté n°038 du 19 mars 2022, pour tenir compte des évolutions intervenues,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles à assurer le maintien du bon ordre et de la sécurité et de la tranquillité publique,

Considérant que la sécurité et la circulation dans la ville de Puget sur Argens, sont susceptibles d'être améliorés par la mise en place d'arrêts, de sens giratoires, de sens uniques, de limitation de vitesse, et d'interdiction de stationner sur certaines voies ou places pour tous véhicules ou certaines catégories de véhicules,

Considérant qu'il y a lieu de réserver des emplacements de stationnement pour les personnes handicapées, les véhicules de secours,

CHAPITRE I

CIRCULATION – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : L'arrêté municipal n°038 du 19 mars 2022, ainsi que les additifs s'y rapportant concernant la **place Armand Fallières**, sont **abrogés** par les dispositions du présent arrêté.
Le dit arrêté est applicable en tout temps, sauf stipulations contraires prévues dans cet arrêté.

Article 2 : la vitesse est **limitée à 30 Km/h** sur l'ensemble de **place Armand Fallières et de ses dépendances** et doit être adaptée suivant les conditions de circulation.

Article 3 : Travaux sur véhicules stationnés sur la voie publique. Il est interdit de procéder à tous travaux de réparation et au lavage des véhicules de toutes sortes, stationnés ou arrêtés sur la voie publique.

CHAPITRE II

INTERSECTION DE VOIES

Article 4 : Les usagers de la route doivent céder le passage aux intersections des voies ci-dessous :

- En sortant du parking sur la rue Noel Jean.
- En sortant du parking sur la rue Gabriel Péri.

CHAPITRE III

STATIONNEMENT

STATIONNEMENT INTERDIT

Article 5 : Tout arrêt ou stationnement en **dehors des emplacements matérialisés**, est **strictement interdit**.

Article 6 : sera considéré comme abusif le stationnement ininterrompu d'un véhicule en un même point de la rue ou de ses dépendances, pendant une durée excédant 48h.

Article 7 : Un arrêt et stationnement est interdit devant les containers poubelles enterrés.

STATIONNEMENT INTERDIT SAUF G. I. G – G. I. C

Article 8 : Emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapés GIG-GIC :

- **Deux** emplacements sur la partie haute de la place.
- **Un** emplacement sur la place Armand Fallières.

Article 9 : Cet arrêté sera effectif dès la mise en place de la signalisation réglementaire verticale et horizontale.

Article 10 : Toutes infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le directeur général des Services de la Mairie et monsieur le Chef de la Police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 13 : Ampliation sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'Arrondissement de DRAGUIGNAN
- Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Fréjus
- Monsieur le Commandant de la Brigade Motorisée de la Gendarmerie de Puget sur Argens
- Monsieur le Chef de la Police Municipale
- Monsieur le responsable des Services Techniques.

Fait à Puget sur Argens, le 09 septembre 2025.

Le Maire

Paul BOUDOUBE

